

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/42387]

4 MAI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 août 2018  
relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, les articles 5, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 75, § 2, et 77 ;

Vu l'arrêté royal du 17 août 2018 relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises ;

Vu l'avis de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, donné le 8 avril 2022 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques, donné le 28 avril 2022 ;

Vu l'avis n° 31/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'avis 73.224/1 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté royal du 17 août 2018 relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises est complété par les 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 10<sup>o</sup> réunion en distanciel : une réunion à laquelle les participants prennent part par le biais d'un moyen de télécommunication électronique, permettant une délibération commune, sans qu'aucun participant ne prenne de cette manière physiquement part à la réunion depuis la même salle ;

11<sup>o</sup> réunion en présentiel : une réunion où les participants sont présents physiquement dans la même salle et prennent de cette manière part à la réunion. ».

**Art. 2.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. La Commission de stage se réunit, sur convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins huit fois par an. La convocation mentionne l'ordre du jour de la réunion. Sauf en cas d'urgence, elle est adressée cinq jours au moins avant la réunion, le cas échéant par voie électronique.

Les membres de la Commission de stage choisissent de participer à la réunion de la Commission de stage soit en présentiel, soit en distanciel par le biais d'un moyen de communication électronique mis à disposition par l'Institut. Ce moyen de communication électronique permet aux membres qui participent en distanciel de prendre connaissance, de manière directe et simultanée, des discussions qui ont lieu lors de la réunion de la Commission de stage, de participer aux délibérations ainsi que de poser toutes les questions qu'ils jugent utiles.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, la réunion de la Commission de stage se tient exclusivement en présentiel à la demande du président de la Commission de stage.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, en cas d'urgence, le président de la Commission de stage peut convoquer la Commission de stage à une réunion se tenant exclusivement en distanciel.

En ce cas, la convocation est adressée vingt-quatre heures au moins avant la réunion, le cas échéant par voie électronique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/42387]

4 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk  
besluit van 17 augustus 2018 betreffende de toegang tot het beroep  
van bedrijfsrevisor

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren, artikelen 5, § 1, 4<sup>o</sup>, 75, § 2, en 77;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 2018 betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor;

Gelet op het advies van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, gegeven op 8 april 2022;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, gegeven op 28 april 2022;

Gelet op het advies nr. 31/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023;

Gelet op advies 73.224/1 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2018 betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor wordt aangevuld met de bepalingen onder 10<sup>o</sup> en 11<sup>o</sup>, luidende:

“10<sup>o</sup> vergadering op afstand: een vergadering waarbij de deelnemers aan de vergadering deelnemen door middel van een elektronisch telecommunicatiemiddel dat een gezamenlijke beraadslaging toelaat, zonder dat de deelnemers fysiek vanuit dezelfde ruimte op die manier deelnemen aan de vergadering;

11<sup>o</sup> fysieke vergadering: een vergadering waarbij de deelnemers aan de vergadering fysiek aanwezig zijn in dezelfde ruimte en op die manier deelnemen aan de vergadering.”.

**Art. 2.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. § 1. De Stagecommissie vergadert op uitnodiging van de voorzitter telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste achtmaal per jaar. De uitnodiging vermeldt de agenda van de vergadering. Behoudens in geval van hoogdringendheid wordt de uitnodiging minstens vijf dagen voorafgaand aan de vergadering verstuurd, desgevallend langs elektronische weg.

De leden van de Stagecommissie kiezen om deel te nemen aan de vergadering van de Stagecommissie hetzij fysiek, hetzij op afstand door middel van een door het Instituut ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel. Dit elektronisch communicatiemiddel laat de op afstand deelnemende leden toe om rechtstreeks en gelijktijdig kennis te nemen van de besprekingen die tijdens de vergadering van de Stagecommissie plaatsvinden, deel te nemen aan de beraadslagingen alsook alle vragen te stellen die zij nuttig achten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt de vergadering van de Stagecommissie uitsluitend fysiek gehouden op verzoek van de voorzitter van de Stagecommissie.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, kan bij hoogdringendheid de voorzitter van de Stagecommissie, een vergadering van de Stagecommissie bijeenroepen die uitsluitend op afstand plaatsvindt.

In dit geval wordt de uitnodiging minstens vierentwintig uur voor de vergadering verstuurd, desgevallend langs elektronische weg.

§ 4. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que les réunions en distanciel soient organisées d'une manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des membres de la Commission de stage qui participent à la réunion en distanciel.

Dans le cadre des réunions organisées en distanciel, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- 1° les données d'identification des membres ;
- 2° l'adresse de courrier électronique professionnelle des membres.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de la tenue des réunions de la Commission de stage, en vue de permettre aux membres de participer à ces réunions en distanciel.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les membres de la Commission de stage qui souhaitent participer en distanciel à une réunion de la Commission de stage, et d'assurer le bon déroulement de la réunion. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et ne sont conservées par l'Institut que pour la durée nécessaire à l'identification des membres et à la rédaction du procès-verbal de la réunion.

§ 5. A la requête du Conseil, la Commission de stage se réunit dans les quinze jours de la demande qui lui est faite. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, l'article 21, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. La Commission de stage peut également décider de prolonger exceptionnellement le stage au-delà du délai de trois ans visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, si la Commission de stage, en raison d'un cas de force majeure, n'a pas été en mesure d'organiser en présentiel ou de manière digitale, durant la dernière année de stage, l'examen d'aptitude ou les examens de stage théoriques et/ou pratiques.

Dans ce cas, le stage du ou des stagiaires concernés est prolongé le temps nécessaire à l'organisation de l'examen d'aptitude ou des examens de stage théoriques et/ou pratiques qui n'ont pas pu être présentés par le ou les stagiaires concernés. ».

**Art. 4.** Dans l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sauf en cas de force majeure, au moins une session d'examens de stage est organisée chaque année par la Commission de stage.

Les examens de stage peuvent le cas échéant être organisés de manière digitale. En ce cas, l'Institut met à la disposition des personnes concernées les outils électroniques nécessaires, qui répondent aux conditions fixées par la Commission de stage, permettant d'apporter les garanties nécessaires en termes d'accessibilité et de sécurité, y compris au niveau de la surveillance des examens de stage organisés de manière digitale. » ;

- 2° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que les examens de stage présentés de manière digitale soient organisés de manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des stagiaires concernés.

§ 4. Het Instituut als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat de vergaderingen op afstand worden georganiseerd op een manier dat de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de leden van de Stagecommissie die deelnemen aan de vergaderingen op afstand, wordt gegarandeerd.

In het kader van vergaderingen georganiseerd op afstand verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

- 1° de identificatiegegevens van de leden;
- 2° het professioneel e-mailadres van de leden.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van het houden van vergaderingen van de Stagecommissie met het oog op het kunnen deelnemen van de leden aan deze vergaderingen op afstand.

Het doeleinde van de verwerking van de gegevens door het Instituut is het identificeren van de leden van de Stagecommissie die wensen deel te nemen aan een vergadering op afstand van de Commissie en het correcte verloop van de vergadering te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden slechts bewaard door het Instituut voor een termijn noodzakelijk voor de identificatie van de leden en de opstelling van het verslag van de vergadering.

§ 5. Op verzoek van de Raad vergadert de Stagecommissie binnen vijftien dagen nadat de Raad haar daarom heeft verzocht.".

**Art. 3.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

"§ 2. De Stagecommissie kan eveneens beslissen om uitzonderlijk de stage te verlengen bovenop de termijn van drie jaar bedoeld in paragraaf 1, als de Stagecommissie, door overmacht, niet in de mogelijkheid was om tijdens het laatste jaar van de stage het bekwaamheidsexamen of de theoretische en/of praktische stage-examens fysiek of op digitale wijze te organiseren.

In dit geval wordt de stage van de betrokken stagiair(s) verlengd met de termijn noodzakelijk voor de organisatie van het bekwaamheidsexamen of van de theoretische en/of praktische stage-examens waaraan de betrokken stagiair(s) niet heeft kunnen deelnemen."

**Art. 4.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Behalve in geval van overmacht, wordt er ieder jaar minstens één stage-examensessie georganiseerd door de Stagecommissie.

De stage-examens kunnen desgevallend op digitale wijze worden georganiseerd. In dit geval stelt het Instituut aan de betrokkenen de nodige elektronische hulpmiddelen die voldoen aan de door de Stagecommissie vastgestelde voorwaarden, ter beschikking om de nodige garanties inzake toegankelijkheid en veiligheid te bieden, met inbegrip van het toezicht bij stage-examens die op digitale wijze worden georganiseerd."

- 2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. Het Instituut als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat de op digitale wijze georganiseerde stage-examens de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de betrokken stagiaires garanderen.

Dans le cadre des examens de stage organisés de manière digitale, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- 1° les données d'identification des stagiaires concernés ;
- 2° l'adresse de courrier électronique des stagiaires concernés.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre des examens de stage organisés de manière digitale, en vue de permettre aux stagiaires concernés de présenter ces examens.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les stagiaires qui présentent des examens de stage organisés de manière digitale et d'assurer le bon déroulement des examens. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et ne sont conservées par l'Institut que pour la durée nécessaire à l'identification des stagiaires, à l'organisation des examens ainsi qu'à l'exercice des voies de recours. ».

**Art. 5.** Dans l'article 42 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sauf en cas de force majeure, au moins deux sessions de l'examen d'aptitude sont organisées chaque année par la Commission de stage.

L'examen d'aptitude peut le cas échéant être organisé de manière digitale. En ce cas, l'Institut met à la disposition des personnes concernées les outils électroniques nécessaires, qui répondent aux conditions fixées par la Commission de stage, permettant d'apporter les garanties nécessaires en termes d'accessibilité et de sécurité, y compris au niveau de la surveillance de l'examen d'aptitude organisé de manière digitale. » ;

- 2° l'article est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. L'Institut, en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel, veille à ce que l'examen d'aptitude présenté de manière digitale soit organisé de manière à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des traitements effectués des données des stagiaires concernés.

Dans le cadre de l'examen d'aptitude organisé de manière digitale, l'Institut traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- 1° les données d'identification des stagiaires concernés ;
- 2° l'adresse de courrier électronique des stagiaires concernés.

Les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de l'examen d'aptitude organisé de manière digitale, en vue de permettre aux stagiaires concernés de présenter cet examen.

La finalité du traitement des données par l'Institut est d'identifier les stagiaires qui présentent l'examen d'aptitude organisé de manière digitale et d'assurer le bon déroulement de l'examen. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers et ne sont conservées par l'Institut que pour la durée nécessaire à l'identification des stagiaires, à l'organisation de l'examen ainsi qu'à l'exercice des voies des recours. ».

**Art. 6.** Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

In het kader van de stage-examens op digitale wijze georganiseerd, verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

- 1° de identificatiegegevens van de betrokken stagiaires;
- 2° het e-mailadres van de betrokken stagiaires.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van de op digitale wijze georganiseerde stage-examens, met het oog op het toelaten van de betrokken stagiaires om deze examens af te leggen.

Het doeleinde van de gegevensverwerking door het Instituut is het identificeren van de stagiaires die de op digitale wijze georganiseerde stage-examens afleggen en een correct verloop van de examens te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden slechts bewaard door het Instituut voor een termijn noodzakelijk voor de identificatie van de stagiaires, de organisatie van de examens alsook de uitoefening van beroepsprocedures.”.

**Art. 5.** In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Behalve in geval van overmacht, worden er ieder jaar minstens twee sessies van het bekwaamheidsexamen ingericht door de Stagecommissie.

Het bekwaamheidsexamen kan desgevallend op digitale wijze worden georganiseerd. In dit geval stelt het Instituut aan de betrokkenen de nodige elektronische hulpmiddelen die voldoen aan de door de Stagecommissie vastgestelde voorwaarden ter beschikking, om de nodige garanties inzake toegankelijkheid en veiligheid te bieden, met inbegrip van het toezicht bij het bekwaamheidsexamen dat op digitale wijze wordt georganiseerd.”;

- 2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5 , luidende:

“§ 5. Het Instituut, als verwerkingsverantwoordelijke van persoonsgegevens, zorgt ervoor dat het op digitale wijze georganiseerde bekwaamheidsexamen de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en de veerkracht van de verrichte verwerkingen van de gegevens van de betrokken stagiaires garanderen.

In het kader van de stage-examens op digitale wijze georganiseerd, verwerkt het Instituut de volgende categorieën van persoonsgegevens:

- 1° de identificatiegegevens van de betrokken stagiaires;
- 2° het e-mailadres van de betrokken stagiaires.

De persoonsgegevens mogen enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van het op digitale wijze georganiseerde bekwaamheidsexamen, met het oog op het toelaten van de betrokken stagiaires om dit examen af te leggen.

Het doeleinde van de gegevensverwerking door het Instituut is het identificeren van de stagiaires die het op digitale wijze georganiseerde bekwaamheidsexamen, afleggen en een correct verloop van het examen te verzekeren. Deze gegevens worden niet overgemaakt aan derden en worden slechts bewaard door het Instituut voor een termijn noodzakelijk voor de identificatie van de stagiaires, de organisatie van het examen alsook de uitoefening van beroepsprocedures.”.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel 4 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
P.-Y. DERMAGNE